

et la Grèce formeront un seul et même faisceau oriental. » Au même moment se poursuivaient à Londres, entre l'ambassadeur d'Italie et le ministre de Grèce, des conversations dont le but était d'éliminer toute cause de conflit entre ces deux puissances dans la Méditerranée.

Ces tentatives, ou ces velléités furent arrêtées brusquement par la nouvelle, bientôt démentie, mais foncièrement exacte, qu'un arrangement était intervenu entre l'Angleterre et la Grèce au sujet de Constantinople. Ce que M. Vénizélos lui-même, qui pourtant voyait grand, n'avait pas osé prétendre, le roi Constantin l'avait, disait-on, demandé et obtenu : les Anglais ne s'opposeraient pas à ce qu'il entrât dans Byzance et en fit la capitale de la Grèce agrandie. De fait, on voyait reparaître dans les journaux britanniques tous les arguments invoqués à l'époque du traité de Sèvres contre le maintien des Turcs en Europe ; à Constantinople, les agents anglais, politiques, militaires et financiers, unissaient leurs efforts pour démontrer à leurs collègues italiens et français que la position n'était plus tenable : l'un dénonçait la faillite inévitable, l'autre l'ordre public menacé et la sécurité des Alliés compromise ; un troisième, sur la foi d'obscurcs dénonciations, annonçait à grand fracas le complot formé par les Bolchéviks et secrètement favorisé par les Turcs, en vue d'assassiner les hauts commissaires et les généraux qui représentaient à Constantinople l'autorité interalliée. « Qui veut noyer son chien... » La chose semblait claire : on s'apprêtait à transformer l'occupation provisoire de la capitale ottomane en possession définitive : mais au profit de qui ?